

# Eduquer les prochaines générations pour un abandon des Mutilations Génitales Féminines (MGF)

## Intégration de la thématique MGF dans l'enseignement au Burkina Faso

### Contexte

*« A l'école nous avons appris que l'excision peut apporter la mort et des maladies. Quand je serai adulte, je n'accepterai jamais l'excision de mes filles. »*

Une élève d'une école primaire, Batié, Burkina Faso

Les mutilations génitales féminines (MGF) constituent une violation importante des droits humains fondamentaux et peuvent infliger des graves préjudices à la santé physique et psychologique des victimes. Ainsi, le Burkina Faso a ratifié plusieurs conventions internationales condamnant les MGF, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), la Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant et le protocole de Maputo sur les droits de la femme en Afrique.

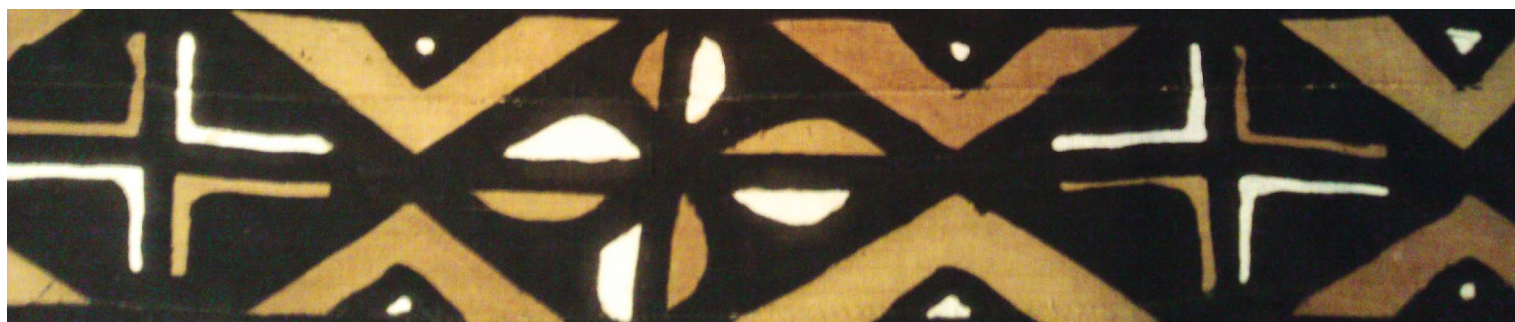
Depuis 1996, la pratique des MGF est interdite au Burkina Faso et y est punie par la loi. Néanmoins, on constate une forte proportion de femmes excisées dans le groupe d'âge reproductif – 76% des femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi cette intervention. Par contre, au sein de la génération grandissante, cette proportion montre une tendance encourageante : En 2010, 13% des filles de 0 à 14 ans étaient excisées contre 20% en 2003

pour les moins de 10 ans. Cela démontre une baisse générale de la pratique vu que les MGF sont surtout pratiqués sur les filles très jeunes au Burkina Faso.

### Le rôle de l'éducation dans l'abandon des MGF

L'identification culturelle de beaucoup de femmes est liée à la pratique des MGF. Afin de pouvoir surmonter la pratique des MGF, un changement d'attitude et une adaptation des valeurs culturelles reste donc un élément clé. Pour parachever ceci, l'éducation joue un grand rôle. A travers un processus de réflexion encadré par les enseignants à l'école, les filles et garçons deviennent plus compétents de questionner des pratiques traditionnelles. Cela implique aussi de discuter leurs rôles de genre dans la famille et dans la société. Ce travail de prise en conscience permet aux élèves, et surtout aux filles, de se rendre compte de leurs droits relatifs à la santé et l'intégrité physique, et de percevoir le caractère nuisible des pratiques traditionnelles comme les MGF.

A long terme, l'éducation peut mener aux changements sociaux plus prononcés, par exemple, si une majorité de femmes refusent l'excision de leurs filles ou si une majorité d'hommes sont prêts à se marier à une femme non excisée.





Enseigner les connaissances anatomiques – une base pour comprendre les MGF

## L'école – un lieu idéal de prévention des MGF

Dans les écoles bénéficiant du projet, les notions des MGF sont introduites dans plusieurs matières à la fois – comme dans les sciences naturelles, la philosophie et le français. A force de répéter les messages et susciter les débats pendant plusieurs années au primaire comme au secondaire, les enfants se forment leur propre opinion basée sur l'information et la réflexion.

L'approche préconise des techniques d'apprentissages participatives et communicatives, ainsi que des méthodes pédagogiques innovatrices de la 'résolution des problèmes' et de la 'clarification des valeurs' comme le démontre l'impression suivante d'un tel cours :

### Batié, Burkina Faso, cours de MGF

Nous nous trouvons dans une classe de 5ème et de 6ème année d'une école primaire. 42 filles et 34 garçons de l'âge de 12 à 14 ans sont présents. L'enseignant demande aux enfants d'expliquer ce qu'est l'excision des filles, qui les exécute et de dénommer les avantages et les désavantages. Il note toutes les réponses au tableau noir, sans aucun commentaire. Puis il demande aux enfants de former deux groupes. Ceux qui sont pour, et ceux qui sont contre la pratique se trouvent alors face à face dans la salle. 29 élèves sont pour et 47 sont contre la pratique. L'enseignant invite les deux groupes à rassembler leurs arguments pour le débat. Ensuite les groupes doivent prendre le point de vue de l'autre groupe. Ceux qui sont pour la pratique citent par exemple que la fille excisée devient belle et pure. Ceux qui sont contre, répliquent que l'excision est très douloureuse et parfois mortelle. L'enseignant note les arguments.

A la fin du débat l'enseignant prend la parole pour la première fois. Il donne son avis en se servant des arguments des élèves. Encore une fois, il demande aux enfants de se partager en deux groupes pour ou contre la pratique. Il reste toujours des avocats, et des filles et des garçons, défendant l'excision, mais ce groupe a diminué de deux tiers.



## Facteurs de succès

Au Burkina Faso, il y a eu une très forte volonté politique au niveau du chef de l'état et de la première dame qui se sont exprimés publiquement pour l'abandon des MGF. Cette volonté politique a pu s'appuyer sur des structures institutionnelles à différents niveaux capable de faire avancer les programmes.

Dans le domaine d'enseignement secondaire et supérieur, la Direction de l'Education en matière de la Population (EmP) a joué un rôle décisif. La direction dispose de compétences techniques considérables et des expériences de management, notamment de la planification, de la gestion et de l'évaluation des projets.

A l'école, des matériels pédagogiques de bonne qualité inspirent les enseignantes et les enseignants, améliorent la motivation d'apprendre et les perceptions des apprenants. Ils sont conçus de telle façon qu'ils facilitent la rétention des messages principaux et conviennent aussi comme médias de l'apprentissage autonome.

### Citation d'un enseignant :

*« La classe est plus vivante, les élèves s'expriment plus librement pour défendre leur position. »*

Afin d'accéder aux filles et aux garçons non scolarisés, il s'avère nécessaire de compléter l'offre de l'enseignement formel par des activités éducatives au niveau de la communauté. Cela passe par des méthodes de communication et d'échanges qui invitent les générations des parents et des grands-parents à entrer dans des dialogues avec les jeunes sur le thème des MGF.

## Les résultats

Les actions d'information et d'éducation mises en œuvre avec l'appui de la GIZ ont contribué à la diminution de la pratique dans les deux régions d'intervention (Est et Sud-ouest), comme des études démontrent. Ces expériences positives ont conduit à l'intégration en 2009 de l'approche comme un des huit axes stratégiques du Plan d'Action National tolérance 0 aux MGF. De plus en plus, les gens sont au courant des conséquences néfastes des MGF et refusent la pratique, dont la majorité des élèves

sensibilisés. En plus, les élèves, fiers de leurs nouvelles connaissances, les transfèrent au sein de la communauté. Les familles des élèves sont impliquées dans la communication en même temps, à travers diverses actions. La synergie des mesures enclenche un processus de changement de conscience dans les communautés respectives. En outre, les jeunes, décidés d'abandonner la pratique des MGF, dénoncent des cas de MGF à leurs enseignants/tes ou au numéro gratuit et anonyme du Conseil National de Lutte contre la Pratique de l'Excision (CNLPE). Ils deviennent donc des agents de changement et défenseurs de leurs droits. Le personnel formé s'est également transformé en un vrai pilier dans la lutte pour l'abandon des MGF, et ceci même en dehors des établissements scolaires.

### Citation d'un enseignant :

*« J'ai contribué à la lutte contre la pratique de l'excision dans le village à travers les élèves et dans la famille avec nos enfants. »*

Ces efforts se traduisent dans des statistiques impressionnantes comme le démontrent les sondages de l'année scolaire 2008/09 au niveau des élèves bénéficiaires :

80% des élèves enquêtés du primaire et 99% du secondaire se prononcent contre les MGF et peuvent dénommer 3 conséquences nuisibles immédiates et 2 conséquences à long terme.

86% des élèves enquêtés du primaire et 97% du secondaire déclarent qu'ils ne vont pas laisser leurs filles subir l'excision.

L'intégration durable de la thématique des MGF dans les enseignements formels au Burkina Faso est le fruit d'un long processus de collaboration. La politique nationale a officiellement reconnue l'approche depuis 2009. Les ministères en charge de l'enseignement primaire et secondaire permettaient d'admettre l'enseignement contre les MGF à tous les établissements d'enseignement disposant d'enseignants formés à l'aide des modules de formation produit dans le cadre de l'approche. Le nombre d'écoles bénéficiant d'un enseignement de qualité sur les MGF augmente continuellement. Avec ceci, les conditions politiques sont réunies pour offrir bientôt à tous les élèves du Burkina Faso la possibilité de percevoir les conséquences nuisibles de la pratique des MGF.





Apprendre de façon participative à l'aide de matériel didactique

Telse Badil  
telse.badil@giz.de  
  
Dr. Gabriele Gahn  
gabriele.gahn@giz.de

## Le processus de l'approche en étapes

**2000** : Le projet suprarégional « Abandon des MGF » de la GIZ commence d'appuyer l'intégration de la thématique MGF dans le curriculum d'enseignements primaire et secondaire au Burkina Faso : Enquête au départ, sélection des établissements scolaires pour la phase test, rédaction des modules de formation et des matériels pédagogiques/didactiques par des équipes multidisciplinaires de la direction du Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur (MESS) en charge de l'EmP. Des séances d'animations sont également réalisées dans les sites des écoles pilotes au profit des parents par des inspecteurs et conseillers pédagogiques des services éducatifs régionaux.

**2001 – 2003** : Familiarisation d'enseignants avec le matériel et formation pour communiquer sur un thème délicat et taboué dans la société avec les élèves, expérimentation de l'approche dans les établissements sélectionnés, évaluation de la phase pilote.

**2003** : Décision des deux ministères chargés de l'Education d'étendre l'enseignement contre les MGF à tous les établissements disposant d'enseignants formés.

**2004** : L'extension de l'approche Education et MGF, mise à disposition des modules développés et expérimentés aux établissements d'enseignement du primaire et du secondaire.

**2006** : Extension de l'enseignement des MGF à d'autres établissements, partiellement cofinancée par PLAN Allemagne, appui au Secrétariat Permanent du CNLPE. Les approches accordées conjointement sont prises en compte comme axe stratégique dans le plan d'action national 2009 – 2013 du CNLPE et font ainsi partie de la politique nationale.

**2007 – 2009** : Révision des modules et des matériels pédagogiques/didactiques. Mise à jour des compétences et connaissances des formateurs au niveau national, reconnaissance des MGF comme thème émergent à intégrer dans la révision des curricula/programmes d'enseignement.

**2010 – à nos jours** : Formation des formateurs des écoles de formation professionnelle de l'enseignement, formation au plan national des équipes régionales des formateurs afin de faciliter la mise à échelle de l'approche. L'approche est suivie régulièrement par des missions des équipes nationales et régionales et des collectes de données ; la Banque Mondiale appuie l'approche dans deux autres régions du Burkina Faso.



**Editeur** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH  
Sièges de la société : Bonn et Eschborn, Allemagne  
Programme Santé Sexuelle, Droits Humains  
OE 1100 Afrique de l'Ouest I  
Ouagadougou, Burkina Faso  
Projet suprarégional « Abandon des Mutilations Génitales Féminines » OE 1200 Afrique suprarégionale  
Eschborn, Allemagne  
fgm@giz.de  
www.giz.de/fgm

**Auteurs** Karen Gosch, Cindy Hörmansdörfer, Edwige Sangli, Inge von der Ley

**Mise en page** EYES-OPEN, Berlin

La GIZ est responsable de cette publication.

**Mandaté par** Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)

**Divisions** 300 Politique régionale de développement Afrique  
302 Afrique de l'Ouest I

**Adresses des bureaux du BMZ**

<b>BMZ Bonn</b> Dahlmannstraße 4 53113 Bonn, Allemagne T +49 228 99 535 - 0 F +49 228 99 535 - 3500	<b>BMZ Berlin</b> Stresemannstraße 94 10963 Berlin, Allemagne T +49 30 18 535 - 0 F +49 30 18 535 - 2501
---	--

poststelle@bmz.bund.de  
www.bmz.de

**Photos** Karen Gosch, Bernd Hartung, Eva Neuhaus

**Publié** Février 2013